
Connaissances sur la contraception et pratiques contraceptives

Une couverture contraceptive élevée mais insuffisante en particulier chez les plus jeunes

En 2011, dans les DFA, plus de 90% des hommes et des femmes âgés de 18 à 54 ans « concernés par la contraception » ont déclaré avoir utilisé un moyen pour éviter une grossesse lors de leur dernier rapport sexuel. La couverture contraceptive est donc élevée mais elle diffère selon l'âge et reste insuffisante, en particulier chez les plus jeunes. Ainsi, près de 10% des femmes de 18-24 ans ne souhaitant pas être enceintes se sont déclarées sans contraception lors de leur dernier rapport sexuel (11% en Guadeloupe, 9% en Martinique et 6% en Guyane).

Un recours important aux méthodes de contraception non médicalisées, plus élevé dans les DFA qu'en métropole

Dans les DFA, six femmes sur dix utilisent une méthode médicalisée (pilule, stérilet principalement), alors que quatre sur dix privilégient une méthode liée à l'acte sexuel (préservatif, méthodes locales ou naturelles) dont l'efficacité théorique comme moyen contraceptif est plus faible. Le préservatif, comme méthode de contraception, garde une place privilégiée tout au long de la vie des hommes et des femmes dans les DFA, alors qu'en métropole, son usage est plutôt associé à l'entrée dans la sexualité.

Une moindre utilisation de la pilule et du stérilet qui pourrait s'expliquer par des opinions relativement négatives des habitants des DFA sur ces méthodes

Les femmes de Martinique se distinguent de leurs homologues de Guadeloupe et de Guyane par un recours plus fréquent à la pilule (42% des 18-54 ans en Martinique, 36% en Guadeloupe et 31% en Guyane). Mais, contrairement à ce que l'on peut observer en métropole, la pilule n'est jamais la méthode utilisée par la majorité, de même que le stérilet. Ces méthodes sont perçues par une proportion élevée de femmes comme des méthodes de contraception contraignantes et elles restent très souvent associées à l'idée que leur utilisation peut rendre stérile (44% pour la pilule, 54% pour le stérilet). La fréquence de ces opinions négatives dans les DFA pourrait expliquer en partie leur moindre utilisation.

Moins efficaces, l'utilisation des méthodes non médicalisées expose les femmes à un risque plus important de grossesses non prévues

Dans les DFA, 13% des femmes et des hommes ont déclaré avoir été confrontées à une grossesse non prévue dans les cinq ans qui ont précédé l'enquête. C'est en Martinique, département dans lequel les méthodes médicalisées sont les plus utilisées, que le pourcentage de grossesses non prévues est le plus bas (11%), tout en restant significativement plus élevé qu'en métropole (7%). A l'inverse, la Guyane enregistre le pourcentage le plus important de grossesses non prévues (17%) alors que la Guadeloupe se situe dans une position intermédiaire (14%). Les femmes les plus jeunes sont les plus nombreuses à déclarer avoir été confrontées à une grossesse non prévue : elles sont 25% parmi les 18-24 ans (21% en Guadeloupe, 28% en Martinique et 29% en Guyane).

Un recours important à la contraception d'urgence peu efficace en raison du manque de connaissances liées à son bon usage

Trois femmes sur dix ont eu recours à la contraception d'urgence au cours de leur vie et une sur dix dans les douze derniers mois (10% en Guadeloupe, 8% en Martinique et 11% en Guyane), contre moins de 3% des femmes en métropole. La diffusion de la contraception d'urgence semble cependant encore insuffisante pour observer un effet mesurable sur la prévalence des grossesses non prévues, en particulier chez les jeunes, en raison notamment de la méconnaissance des règles d'accès et d'utilisation. Hormis la notion d'un accès sans prescription qui est largement partagée, les délais dans lesquels elle doit être prise pour une efficacité optimale sont peu connus.

Des taux élevés d'interruption volontaire de grossesse et d'infection sexuellement transmissible

Les femmes et les hommes confrontés à une grossesse non prévue peuvent avoir recours à une interruption volontaire de grossesse (IVG). Dans les DFA, 30% des femmes âgées de 18 à 69 ans (33% en Guadeloupe, 26% en Martinique, 33% en Guyane) ont déclaré avoir eu recours à une IVG. Les IVG sont plus fréquentes dans les DFA qu'en métropole (23%). Autre marqueur de la fréquence des rapports non protégés, les infections sexuellement transmissibles (IST), (hors mycose), bien qu'en recul par rapport à 2004 chez les hommes de 35-54 ans, restent à des niveaux élevés, en particulier parmi les 18-24 ans : 9% des femmes et 3% des hommes de cette tranche d'âge ont déclaré une IST dans les cinq dernières années, majoritairement des infections à chlamydia.